

505C17172/2

4622

(1938-39)

A

Utilisation des disponibilités de la Caisse des Retraites  
de logements pour le personnel.

Utilisation des disponibilités de la Caisse des Retraites  
pour la construction de logements pour le personnel.

(s)	C.D.	21.	6.38	23	IIIIsix
(s)	C.D.	21.	6.38	73	X
(s)	C.A.	22.	6.38	63	VIII
(s)	C.D.	10.	1.39	33	VI



10 janvier 1939

4622

CD 10 Janvier 1939

481

Utilisation de disponibilités de la Caisse de Retraites  
pour la construction de logements pour le personnel

---

(S)

p. 33

M. LE PRESIDENT .....

La situation des comptes de la Caisse des Retraites au  
1er janvier 1938 fait ressortir des disponibilités s'élevant  
à 120 M.. J'ai l'intention de prélever sur ces disponibilités  
une certaine somme pour la construction de logements destinés  
au personnel. Au préalable, je me mettrai d'accord avec le  
Ministre de la Santé Publique au sujet du taux d'intérêt qu'il  
pourra nous allouer au titre de la législation sur les H.B.M.



22 juin 1938

4622

QUESTION VIII

Utilisation des disponibilités de la Caisse des retraites  
pour la construction de logements

(s) P. 63

.....

M. LE PRESIDENT .....

C'est au Conseil qu'il appartiendra, entre autres, de fixer d'une façon générale la politique de placement des fonds de la Caisse et notamment d'indiquer dans quelle mesure il entend affecter les fonds disponibles à la construction de maisons pour le logement des agents. M. LE PRESIDENT déclare qu'il est nettement favorable à une politique de logement du personnel et qu'il se préoccupera également que les cheminots aient leur part des ressources que le Gouvernement a affectées au problème du logement pour l'ensemble du pays.



21 juin 1938

4622

QUESTION X - Caisse de retraites ( projet de règlement)

Utilisation des disponibilités de la Caisse de retraites pour la construction de logements

(s) p. 73

M. LE PRESIDENT - j'estime personnellement que la Société Nationale doit faire un effort en faveur du logement de son personnel si les sommes qui figurent à ce titre dans les travaux complémentaires ne sont pas suffisantes, la caisse des retraites doit pouvoir contribuer au financement de l'opération.

M. RENDU - Rien n'empêche d'augmenter le montant des sommes inscrites au compte d'établissement pour la construction de logements d'agents, et de les réaliser par l'émission d'obligations souscrites par la caisse des retraites.

M. GRIMPET - Nous nous retrouverions dans la même situation que la Compagnie P.L.M. quand elle opérait ainsi : le loyer de ces immeubles est insuffisant pour rémunérer les capitaux investis et l'on aboutit ainsi à faire accorder par le réseau une subvention déguisée.

M. LE PRESIDENT - Sans doute, comme l'a dit M. RENDU, peut-on emprunter à la Caisse des retraites pour couvrir ces dépenses, mais il n'en reste pas moins que nous sommes tenus de rester dans le maximum des travaux complémentaires qui a été autorisé.

M. RENDU - Ce maximum dépend du Parlement.

M. LE PRESIDENT - Oui; mais ~~ix~~ c'est difficile d'obtenir son relèvement. J'en reviens à l'observation présentée par M. GRIMPET que l'insuffisance des loyers ne permet pas de rémunérer convenablement les capitaux investis : c'est précisément pour combler cette insuffisance que j'ai l'intention d'insister pour que le programme du Gouvernement, en cette matière, comporte des crédits pour les logements des cheminots, qui y ont droit au même titre



21 juin 1938

4622

21 juin 1938

QUESTION III six

Utilisation des disponibilités de la caisse des retraites pour la construction de logements

(s) p. 23

M. LE PRESIDENT - Nous abordons là une question très importante : celle de l'emploi des disponibilités de la Caisse des retraites qui peuvent s'élever annuellement à une centaine de millions, du fait des amortissements des valeurs en portefeuille. On pourrait envisager d'en employer une partie pour financer les habitations destinées au logement des agents, puisqu'à ce point de vue, nous ne pouvons compter que sur ces sommes et sur les subventions que l'Etat peut nous octroyer conformément à la nouvelle législation.

M. GOY - Sur ce point, je fais simplement observer que les Compagnies étaient déjà entrées dans cette voie et qu'il leur a été ~~interdit~~ interdit de continuer.

M. RENE MAYER - Il faut reconnaître que ce placement ne rapportait pas 8 %.